

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

TARIF DES ABONNEMENTS

ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie Nationale à Rufisque

Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

	VOIE NORMALE		VOIE AERIE NNE	
	Six mois	Un an	Six mois	Un an
Senegal et autres Etats de la CEDEAO	15 000 f	31 000 f		
Etranger : France, Zaïre, R.C.A., Gabon, Maroc, Algerie, Tunisie			20 000 f	40 000 f
Etranger : Autres Pays			23 000 f	46 000 f
Prix du numero	Année courante 600 f		Année ant.	700 f
Par la poste	Majoration de 130 f par numero			
Journal legalise	900 f		Par la poste	

La ligne 1 000 francs

Chaque annonce répétée Moitié prix

(Il n'est jamais compte moins de 10 000 francs pour les annonces)

Compte bancaire BIC : S n° 9520790630/81

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2012		
28 juin	Decret n° 2012-627 portant nomination dans l'Ordre national du Lion à titre étranger	1331
28 juin	Decret n° 2012-628 portant nomination dans l'Ordre national du Lion à titre étranger	1332

MINISTERE DES FORCES ARMEES

2012		
17 juillet	Decret n° 2012-718 instituant un Diplôme d'Aptitude au Grade d'Officier (DAGO)	1332

MINISTERE DE LA JUSTICE

2012		
2 juillet	Decret n° 2012-630 abrogeant les dispositions du decret n° 2012-502 du 10 mai 2012 portant nomination des membres de la Cour de Repression de l'Enrichissement illicite	1334

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

2012		
7 août	Decret n° 2012-837 portant création organisation et fonctionnement de l'Autorité nationale d'Assurance Qualité de l'Eseignement super.	1334

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces

1339

PARTIE NON OFFICIELLE

DECRETS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET n° 2012-627 du 28 juin 2012 portant nomination dans l'Ordre national du Lion à titre étranger.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;
Vu le décret n° 72-24 du 11 janvier 1972 portant Code de l'Ordre national du Lion, modifié par le décret n° 72-942 du 26 juillet 1972 ;
Vu le décret n° 2002-593 du 13 juin 2002 portant nomination du Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion ;
Vu le décret n° 2012-127 du 03 avril 2012, portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 2012-129 du 04 avril 2012 portant composition du Gouvernement ;
Vu la correspondance n° 189 CEMGACAB du 12 juin 2012 ;
Sur présentation du Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion ;

DECRET :

Article premier. - Est nommé au grade de COMMANDIER - Monsieur Matthew Victor SOUSA, Lieutenant-colonel, Attaché de défense près l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Sénégal, né le 02 décembre 1970 à New York.

Art. 2. - Le Ministre des Forces Armées et le Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié et sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 28 juin 2012

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Abdoul MBAYE

**DECRET n° 2012-628 du 28 juin 2012
portant nomination dans l'Ordre national
du Lion à titre étranger.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76,

Vu le décret n° 72-24 du 11 janvier 1972 portant Code de l'Ordre national du Lion, modifié par le décret n° 72-912 du 26 juillet 1972,

Vu le décret n° 2002-593 du 13 juin 2002 portant nomination du Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion,

Vu le décret n° 2012-427 du 03 avril 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2012-429 du 04 avril 2012 portant composition du Gouvernement ;

Vu la correspondance n° 1393 MFA/CABMII du 25 avril 2012 ;

Sur présentation du Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion,

DECRET :

Article premier. - Est nommé au grade d'OFFICIER

Monsieur Thierry BOUTEREAU, La-Colonel, Chef du Projet de Coopération « Cours d'application de l'école des officiers de Gendarmerie » à Ouakam, né le 15 novembre 1963 à Paris

Art. 2. - Est nommé au grade de CHEVALIER

Monsieur Lino IANNELLA, Chef d'escadron, Conseiller en maintien de l'ordre à l'école des officiers de la Gendarmerie nationale de Ouakam, né le 17 novembre 1962 à Belmonte Castello (Italie).

Art. 3. - Le Ministre des Forces Armées et le Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 28 juin 2012

Macky SALL

Par le Président de la République

Le Premier Ministre

Abdou MBAYE

MINISTERE DES FORCES ARMEES

**DECRET n° 2012-718 du 17 juillet 2012
instituant un Diplôme d'Aptitude au Grade
d'Officier (DAGO)**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43, 45 et 76,

Vu la loi n° 62-37 du 18 mai 1962 fixant le statut général des officiers d'active, modifiée par la loi n° 68-10 du 1 février 1965,

Vu la loi n° 62-38 du 18 mai 1962 fixant le statut général des sous-officiers de carrière, modifiée par les lois n° 65-09 du 1 février 1965 et n° 66-21 du 1^{er} février 1966,

Vu la loi n° 70-23 du 6 juin 1970 portant organisation générale de la Défense nationale, modifiée,

Vu le décret n° 64-326 du 2 mai 1964 déterminant le classement par armes et services des personnels de l'Armée nationale, modifié par les décrets n° 69-1178 du 27 octobre 1969 et n° 2007-1246 du 19 octobre 2007,

Vu le décret n° 87-270 du 3 mars 1987 instituant un diplôme d'aptitude au grade d'officier (DAGO),

Vu le décret n° 88-990 du 19 juillet 1988 fixant la hiérarchie et les conditions d'avancement des personnels militaires des Armées, de la Gendarmerie nationale et du Groupement national des Sapeurs-Pompier, complété et modifié par les décrets n° 89-692 du 15 juin 1989 et n° 91-871 du 30 avril 1991 ;

Vu le décret n° 2012-427 du 3 avril 2012 portant nomination du Premier Ministre

Vu le décret n° 2012-429 du 4 avril 2012 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-137 du 10 avril 2012 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence, la Primature et les Ministères ;

Sur le rapport du Ministre des Forces Armées,

DECRET

Chapitre 1. - Dispositions générales

Article premier. - Il est institué un Diplôme d'Aptitude au Grade d'Officier (DAGO) au profit des sous-officiers d'active des Armées, de la Gendarmerie nationale et du Groupement national des Sapeurs-Pompier.

Art. 2. - Le diplôme d'aptitude au grade d'officier confère aux titulaires le grade d'aspirant d'active.

Art. 3. - Peuvent faire acte de candidature au diplôme d'aptitude au grade d'officier, les sous-officiers de toute arme et service qui remplissent les conditions suivantes :

- être âgé de 36 ans au moins et 45 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours ;

- être titulaire d'un brevet militaire de spécialité du 2^e degré ou du diplôme d'officier de police judiciaire (Gendarmerie),

- avoir totalisé au moins dix (10) années de services militaires effectifs dont deux (2) années au minimum passées dans le grade de sergent-chef, maître ou maréchal-des-logis-chef ;

- être reconnu apte à servir et à faire campagne, en tous lieux et sans restriction, par un médecin militaire qui en délivre certificat.

Art. 4. L'Etat-major Général des Armées, en liaison avec les Armées, la Gendarmerie nationale et le Groupement national des Sapeurs Pompiers, définit par spécialité, le besoin en recrutement d'officiers par la voie du diplôme d'aptitude au grade d'officier (DAGO).

Une commission composée des représentants des Armées, de la Gendarmerie nationale et du Groupement national des Sapeurs Pompiers, sous la présidence du Chef d'Etat-major Général des Armées ou de son représentant, se réunit pour déterminer le nombre de places et le nombre de candidats par spécialité au concours.

Des épreuves de sélection sont organisées par l'Etat-major Général des Armées.

Elles sont définies par instruction du Chef d'Etat-major Général des Armées.

Chapitre 2. - Formation préparatoire à l'Ecole nationale des Sous-Officiers d'active (ENSOA) et organisation du Concours au Bureau de l'Enseignement Militaire Supérieur (BEMS)

Art. 5. Les candidats préselectionnés suivent une préparation d'une durée de cinq (5) mois à l'Ecole nationale des Sous-officiers d'Active (ENSOA).

Cette préparation comprend des séances mensuelles d'une durée de quatre (4) jours afin de compléter le travail individuel des candidats.

Art. 6. Le concours est organisé par le Bureau de l'Enseignement Militaire Supérieur.

Il comporte des épreuves écrites d'admissibilité et des épreuves orales d'admission.

Art. 7. Le programme et le calendrier de la préparation à l'Ecole nationale des Sous-officiers d'Active (ENSOA) ainsi que l'organisation du concours au Bureau de l'Enseignement Militaire Supérieur (BEMS) sont définis par instruction du Chef d'Etat-major Général des Armées.

Chapitre 3. - Formation à l'Ecole nationale des Officiers d'Active (ENOA)

Art. 8. Les candidats admis suivent une formation d'une (1) année scolaire à l'Ecole nationale des Officiers d'Active (ENOA).

Ils constituent une promotion distincte. Ils sont soumis au même régime que les autres promotions de l'Ecole nationale des Officiers d'Active en ce qui concerne le règlement intérieur de l'Ecole.

L'enseignement dispensé à cette promotion est basé sur un programme fixé par instruction du Chef d'Etat-major Général des Armées.

Art. 9. L'examen final est organisé dans les mêmes conditions que l'examen de compétence des autres promotions.

Art. 10. A l'issue de l'examen de compétence, les candidats ayant obtenu une moyenne générale supérieure ou égale à 10 sur 20 sont déclarés titulaires du Diplôme d'Aptitude au Grade d'Officier (DAGO) et sont nommés au grade d'Aspirant d'active au 1^{er} juillet de l'année d'obtention du diplôme.

L'admission définitive est proclamée par arrêté du Ministre chargé des Forces Armées, au vu du procès-verbal dressé par la commission d'examen.

Chapitre 4. - Formation complémentaire

Art. 11. Les aspirants suivent obligatoirement une formation spécifique et complémentaire relevant de leur Arme ou Service d'une durée d'au moins six (6) mois.

Art. 12. Les modalités d'organisation du complément de formation ainsi que les programmes seront définis par instruction du Chef d'Etat-major Général des armées sur proposition des Armées, de la Gendarmerie nationale et du Groupement national des Sapeurs Pompiers.

Chapitre 5. - Dispositions finales

Art. 13. Les sous-officiers ayant réussi au test de présélection en 2010 sont admis d'office à la préparation du Diplôme d'Aptitude au Grade d'Officier (DAGO) dans sa nouvelle formule.

Art. 14. Les sous-officiers titulaires du Diplôme d'Aptitude au Grade d'Officier (DAGO) dans son ancienne formule seront nommés sous-lieutenant, à titre exceptionnel, au plus tard le 1^{er} octobre 2014.

Art. 15. Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret notamment le décret n° 87-270 du 3 mars 1987.

Art. 16. Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Forces Armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 17 juillet 2012

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Abdoul MBAYE

MINISTERE DE LA JUSTICE

DECRET n° 2012-630 du 02 juillet 2012 abrogeant les dispositions du décret n° 2012-502 du 10 mai 2012 portant nomination des membres de la Cour de Répression de l'Enrichissement Illicite.

RAPPORT DE PRESENTATION

Dans le cadre de la fonctionnalité de la Cour de Répression de l'Enrichissement Illicite (C.R.E.I.) des magistrats avaient été nommés, à cet effet.

Cependant ces nominations avaient été faites, sans la consultation des membres du Conseil supérieur de la magistrature, organe compétent en la matière.

Ainsi, il est apparu nécessaire, dans un souci d'une bonne application des dispositions constitutionnelles et statutaires d'abroger ledit décret.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu la loi organique n° 92-27 du 30 mai 1992 portant statut des magistrats modifiée ;

Vu la loi n° 81-51 du 10 juillet 1981 créant une Cour de Répression de l'Enrichissement Illicite ;

Vu le décret n° 2012-127 du 3 avril 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2012-129 du 4 avril 2012 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-543 du 24 mai 2012 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

Sur le rapport du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux ;

DECRETE :

Article premier. A compter de la date de signature du présent décret, les dispositions du décret n° 2012-502 du 10 mai 2012 portant nomination des membres de la Cour de Répression de l'Enrichissement Illicite, sont abrogées.

Art. 2. Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 2 juillet 2012

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Abdoul M'BAYE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

DECRET n° 2012-837 du 7 août 2012 portant création, organisation et fonctionnement de l'Autorité nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement supérieur

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 67

Vu la loi n° 61-33 du 15 juin 1961 relative aux statuts des fonctionnaires, modifiée ;

Vu la loi n° 81-59 du 9 novembre 1981 portant statut du personnel enseignant des universités, modifiée ;

Vu la loi n° 91-22 du 16 février 1991 portant loi d'orientation de l'éducation nationale, modifiée ;

Vu la loi n° 97-17 du 1^{er} décembre 1997 portant Code du travail, modifiée ;

Vu la loi n° 2011-05 du 30 mars 2011 relative à l'organisation du système Licence-Master-Doctorat (LMD) ;

Vu le décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics ;

Vu le décret n° 2011-113 du 30 mars 2011 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement d'une Direction générale de l'Enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2011-540 du 26 avril 2011 portant régime financier et comptable des établissements publics, des agences et autres organismes publics similaires ;

Vu le décret n° 2011-1030 du 25 juillet 2011 portant statut des établissements privés d'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant règlement général de la Comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2012-127 du 03 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2012-129 du 04 avril 2012 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-543 du 24 mai 2012 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les Ministères ;

Vu le décret n° 2012-651 du 4 juillet 2012 relatif aux attributions du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ;

Sur le rapport du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

DECRETE :

Chapitre premier. - Dispositions générales

Article premier. Il est créé une autorité dénommée « Autorité nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement supérieur » (ANAQ SUP).

L'ANAQ-SUP est une personne morale de droit public dotée de l'autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle administrative et technique du Ministère chargé de l'Enseignement supérieur, et sous la tutelle financière du Ministère chargé des Finances.

Art. 2. - L'ANAQ-SUP a pour mission de contribuer à assurer la qualité du système d'enseignement supérieur, de ses institutions et de ses filières de formation.

A ce titre, L'ANAQ-SUP est notamment chargée :

- de définir, en rapport avec le Ministère chargé de l'Enseignement supérieur et les établissements d'enseignement supérieur, les standards de qualité à respecter par les établissements d'enseignement supérieur et leurs filières ;
- de concevoir et mettre en place un mécanisme d'assurance qualité compatible avec les objectifs et les exigences de l'enseignement supérieur ;
- de mettre en place des procédures formelles et d'identifier les critères, pour l'évaluation de la qualité des établissements d'enseignement supérieur ;
- de donner un avis technique au Ministre chargé de l'Enseignement supérieur sur les demandes d'accréditation des institutions d'enseignement supérieur ;
- d'évaluer périodiquement les enseignements, les outils et méthodes pédagogiques dans les établissements et les filières ;
- d'assister et accompagner les établissements dans le développement et la mise en œuvre de leur procédure interne d'assurance qualité et d'auto-évaluation.

L'ANAQ-SUP produit chaque année un rapport d'activités remis au Ministre chargé de l'Enseignement supérieur et mis à la disposition du public.

Chapitre II. - Organisation et fonctionnement

Art. 3. Les organes de L'ANAQ-SUP sont :

- le Conseil d'administration ;
- le Conseil scientifique ;
- le Secrétariat exécutif.

Section 1. - Le Conseil d'administration

Art. 4. Le Conseil d'administration assure la supervision des activités de l'Autorité, en application des orientations et de la politique de l'Etat dans le domaine de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur.

Il approuve :

- le budget ou les comptes prévisionnels annuels de L'ANAQ-SUP ;

- les programmes pluriannuels d'action et d'investissement ;
- le personnel à recruter ;
- la grille de rémunération du personnel ;
- les comptes financiers, au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, sur la base du rapport du commissaire aux comptes ou de l'auditeur des comptes ;
- le règlement intérieur de L'ANAQ-SUP ;
- les conventions et partenariats engageant l'Autorité ;
- l'organigramme de l'Autorité.

En cas de contestation par un établissement d'enseignement supérieur d'une recommandation du Conseil scientifique, le Conseil d'administration est compétent pour examiner le recours en vue d'une décision finale sur la base d'une procédure transparente et contradictoire d'analyse.

Art. 5. Le Conseil d'administration est composé comme suit :

- un membre désigné par le Président de la République ;
- un membre désigné par le Premier ministre ;
- deux membres désignés par le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur ;
- un membre désigné par le Ministre chargé des Finances ;
- un membre désigné par le Ministre chargé de l'Education nationale ;
- un membre désigné par le Ministre chargé de la Formation professionnelle ;
- un membre désigné par le Ministre chargé de la Fonction publique ;
- un membre désigné par la Fédération nationale des Associations des parents d'élèves et d'étudiants du Sénégal ;
- trois personnalités ressources cooptées par le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur en fonction de leur expertise en matière d'assurance qualité ou d'évaluation des systèmes d'enseignement supérieur.

Il est désigné un suppléant pour chaque membre du Conseil d'administration.

Le Contrôleur financier ou son représentant assiste, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'administration.

Le Président du Conseil d'administration, choisi parmi les membres du Conseil d'administration, est nommé par décret sur proposition du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur. Son mandat est de trois (3) ans renouvelable à compter de la date de sa nomination en qualité de conseiller. Le mandat est renouvelable une fois.

La qualité de Président du Conseil d'administration est incompatible avec celle de recteur, de doyen de faculté, de directeur d'unité de formation et de recherche, de directeur d'établissement d'enseignement supérieur, de chef de département ou de chef de section.

Art. 6. Les membres du Conseil d'administration sont nommés par arrêtés du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur. La durée du mandat des membres du Conseil d'administration est de trois (3) ans, renouvelable une fois.

Lors de la constitution initiale du Conseil, un tirage au sort désigne quatre (4) membres dont le premier mandat est de quatre (4) ans.

Le mandat prend fin à l'expiration normale de sa durée, par décès ou empêchement définitif, par démission, à la suite de la perte de la qualité pour laquelle le membre avait été nommé. Il prend également fin en cas de faute grave ou à la suite d'agissements incompatibles avec la fonction de membre de l'organe délibérant.

En cas de décès au cours de mandat et toutes les fois qu'un membre du Conseil n'est plus en mesure d'exercer son mandat, il est pourvu à son remplacement par le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur.

Art. 7. Les membres du Conseil d'administration perçoivent des jetons de présence dont le montant est fixé par décret.

Art. 8. Le Conseil d'administration se réunit deux fois par an en session ordinaire, sur convocation de son Président ou, en cas de besoin, en session extraordinaire, à la demande des deux tiers (2/3) au moins de ses membres ou sur saisine du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur.

En cas d'absence du Président, le membre le plus âgé assure la présidence.

La convocation, l'ordre du jour et les dossiers correspondants sont adressés à chaque membre au moins quinze (15) jours francs avant la date de la réunion.

Les sessions ordinaires et extraordinaires ont lieu au siège de l'Autorité ou en tout lieu indiqué sur la convocation par le Président.

Le Conseil d'administration en délibère valablement sur toute question inscrite à son ordre du jour que si les deux tiers au moins de ses membres ou leurs suppléants sont présents.

Si le quorum nécessaire pour délibérer n'est pas atteint lors de la première convocation, la présence de la majorité absolue des membres suffit pour la prochaine convocation.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le Président du Conseil peut inviter toute personne physique ou morale à prendre part, avec voix consultative, aux travaux du Conseil en raison de ses compétences sur les questions à examiner.

Le secrétariat du Conseil d'administration est assuré par le Secrétaire exécutif qui peut se faire assister par ses collaborateurs.

Art. 9. Les délibérations du Conseil d'administration font l'objet d'un procès verbal signé par le Président et le Secrétaire de séance. Ce procès verbal mentionne les noms des membres ou de leurs suppléants présents à la réunion, ainsi que ceux des personnes invitées à titre consultatif.

Les délibérations sont consignées dans un registre spécial coté et paraphé par le Président et un membre du Conseil d'administration.

Les extraits des délibérations sont envoyés dans les cinq jours francs suivant la réunion du Conseil à l'autorité de tutelle.

Section 2. *Le Conseil scientifique*

Art. 10. Il est l'organe d'approbation du programme académique, scientifique et technique de l'ANASUP.

Il assiste le Secrétaire exécutif dans l'exercice de ses fonctions : à ce titre, il :

- prépare, avec le Secrétaire exécutif, les documents de référence nécessaire à l'accomplissement des missions de l'ANASUP ;
- approuve la composition des équipes d'évaluation proposées par le Secrétaire exécutif ;
- exploite les rapports d'évaluation et d'accréditation en vue de formuler des recommandations au ministre chargé de l'Enseignement supérieur et aux établissements d'enseignement supérieur concernés ;
- examine les mémoires de réponse aux observations formulées et aux recours déposés par les établissements d'enseignement supérieur en vue de leur examen par le Conseil d'administration ;

Art. 11. Le Conseil scientifique est composé de sept membres dont le Secrétaire exécutif de l'ANASUP.

Les membres du Conseil scientifique sont des personnalités reconnues pour leur connaissance du sous-secteur, leur expertise professionnelle et, autant que possible, leur connaissance de l'assurance qualité de l'enseignement supérieur.

Ils sont désignés par le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur à partir d'une liste restreinte proposée par le Secrétaire exécutif.

La durée du mandat des membres du Conseil scientifique est de trois (3) ans renouvelable une fois.

Lors de la constitution initiale du Conseil, un tirage au sort désigne trois (3) membres dont le premier mandat est de quatre (4) ans.

Le mandat prend fin à l'expiration normale de sa durée, par décès ou empêchement définitif, par démission, à la suite de la perte de la qualité pour laquelle le membre avait été nommé. Il prend également fin en cas de faute grave ou à la suite d'agissements incompatibles avec la fonction de membre du Conseil.

En cas de décès en cours de mandat et toutes les fois qu'un membre du Conseil n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions, il est pourvu à son remplacement par le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur.

Le Conseil scientifique désigne en son sein un président pour un mandat de trois ans renouvelable une fois.

La qualité de président du Conseil scientifique est incompatible avec celle de Secrétaire exécutif.

Art. 12. Les membres du Conseil scientifique, non salariés de l'ANAQ-SUP, perçoivent des jetons de présence dont le montant est fixé par décret.

Section 3. Le Secrétariat exécutif

Art. 13. La direction exécutive de l'ANAQ-SUP est assurée par un Secrétaire exécutif nommé par décret sur proposition du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur.

Art. 14. Le Secrétaire exécutif est investi du pouvoir de décision nécessaire à la bonne marche de l'ANAQ-SUP et veille à l'exécution des décisions prises par le Conseil d'administration et par le Conseil scientifique.

Il est notamment chargé :

- de représenter l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- d'élaborer les programmes d'actions pluriannuels et les plans d'actions annuels ;
- de préparer le budget et de l'exécuter en qualité d'ordonnateur ;

- de soumettre au Conseil d'administration l'état d'exécution du budget précédent, les états financiers arrêtés par l'agent comptable et le rapport d'activités annuel.

- de proposer l'organigramme de l'ANAQ-SUP pour son adoption par le Conseil d'administration ;

- de préparer, avec le Président du Conseil d'administration, les réunions du Conseil et de s'assurer de l'exécution de ses délibérations ;

- de préparer, avec le Président du Conseil scientifique, les réunions du Conseil et de s'assurer de l'exécution de ses délibérations ;

- de recruter et d'administrer le personnel suivant les dispositions du manuel de procédures et d'exercer sur eux l'autorité hiérarchique ;

- de proposer au Conseil d'administration les programmes et les procédures d'assurance qualité approuvés par le Conseil scientifique ;

- de proposer l'agrément des experts évaluateurs externes au Conseil scientifique ;

- de passer, au nom de l'Autorité, toute convention et contrat.

Art. 15. Le Secrétaire exécutif est nommé pour une durée de trois ans renouvelable une fois. Il ne peut être mis fin à ses fonctions, avant l'expiration de son mandat, qu'en cas de manquement grave et par décret.

Art. 16. La rémunération et les avantages accordés au Secrétaire exécutif sont fixés par décret.

Art. 17. Il est institué un contrat de performance entre l'ANAQ-SUP et le Ministère chargé de l'Enseignement supérieur, conformément aux dispositions de l'article 16 du décret n° 2009-522 du 4 juin 2009, portant organisation et fonctionnement des Agences d'exécution.

Art. 18. Dans l'accomplissement de sa mission, l'ANAQ-SUP peut solliciter les services d'experts. Ceux-ci seront choisis sur la base d'un cahier des charges élaboré par le Secrétaire exécutif dans le respect des prescriptions du Code des marchés publics.

Pour toute mission, l'expert doit fournir un rapport dans les délais fixés par le cahier des charges. Ce rapport est soumis à l'approbation du Conseil scientifique.

Chapitre III. Personnels de l'ANAQ-SUP

Art. 19. Les personnels de l'ANAQ-SUP sont régis par le Code du travail.

Toutefois, les agents de l'Etat en détachement ou en suspension d'engagement, relèvent de leur statut ou de leur régime d'origine.

Les agents de l'Etat sont également soumis aux règles régissant l'emploi qu'ils occupent au sein de L'ANAQ-SUP, sous réserve des dispositions relatives à la fin de détachement, à la fin de la suspension d'engagement ou à la retraite, prévues selon le cas par le statut général des fonctionnaires, le régime spécial applicable aux agents non fonctionnaires de l'Etat ou le Code de pensions civiles et militaires de retraite.

Art. 20. – La rémunération du personnel de L'ANAQ-SUP est fixée par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur et du Ministre chargé des Finances. Les attributions de primes ou de gratification sont approuvées par le Conseil d'administration sur proposition du Secrétaire exécutif. Le personnel de L'ANAQ-SUP est rémunéré selon la grille salariale correspondant à la catégorie à laquelle appartient L'ANAQ-SUP.

Les attributions de primes ou de gratifications sont liées à la réalisation de performances préalablement définies et fixées. En tout état de cause, le total des primes et gratifications versées ne peut pas être supérieur à vingt pour cent (20%) du total des salaires bruts de base.

Chapitre IV. – Dispositions financières et contrôle

Art. 21. – Les ressources financières de L'ANAQ-SUP sont constituées notamment par :

- la dotation budgétaire de l'Etat ;
- les ressources provenant des subventions, dons et legs ;
- les fonds issus de la coopération bilatérale et multilatérale.

Les ressources de l'Autorité sont utilisées entièrement et exclusivement pour l'exécution de ses missions.

Art. 22. – Les dépenses de L'ANAQ-SUP sont constituées par les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissements.

Art. 23. – Les opérations financières et comptables de L'ANAQ-SUP sont confiées à un Agent comptable.

L'agent comptable est nommé par arrêté du Ministre chargé des Finances. Il relève de l'autorité du Secrétaire exécutif et respecte, à ce titre, les règles d'organisation interne et de fonctionnement de L'ANAQ-SUP.

La comptabilité de L'ANAQ-SUP est tenue en conformité avec le plan comptable national.

Le règlement des dépenses de L'ANAQ-SUP se fait dans le respect de la double signature du Secrétaire exécutif et de l'Agent comptable.

Art. 24. – L'ANAQ-SUP est soumise à un contrôle interne et à un contrôle externe :

- le contrôle interne est exercé par une structure interne de contrôle de gestion et d'audit, placée sous l'autorité du Secrétaire exécutif ;
- le contrôle externe est exercé par un cabinet d'audit choisi par le Conseil d'administration conformément au manuel de procédures ;
- L'ANAQ-SUP est, en outre soumise au contrôle des organes publics compétents, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

Chapitre V. – Dispositions diverses

Art. 25. – Les membres du Conseil d'administration, du Conseil scientifique, le Secrétaire exécutif et le personnel de L'ANAQ-SUP sont tenus à l'obligation de réserve et au respect du secret professionnel pour les informations, faits, actes et renseignements dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Tout manquement aux obligations des dispositions de l'alinéa précédent constitue une faute lourde susceptible d'entraîner la révocation immédiate du membre du conseil concerné ou le licenciement de l'agent en cause, sans préjudice des poursuites judiciaires à son encontre.

Art. 26. – Les membres du Conseil d'administration, du Conseil scientifique, le Secrétaire exécutif et le personnel de L'ANAQ-SUP, ainsi que les experts désignés par L'ANAQ-SUP, ne peuvent participer ni aux délibérations ni à la rédaction de rapports relatifs à une structure, s'ils appartiennent à celle-ci.

Art. 27. – Les dispositions du présent décret sont précisées par un règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration et approuvé par le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur.

Art. 28. – Le Ministre chargé de l'Economie et des Finances et le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le 07 août 2012

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre

Abdoulaye NDIAYE

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers

Bureau de Rufisque

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le mercredi 21 novembre 2012 à 9 heures 00 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dèni Youssou (Diamniadio) consistant en un terrain d'une contenance de 2 ha 00 a 99 ca et borné de tous côtés par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des domaines de Rufisque-Bargny suivant réquisition du 10 septembre 2012, n° 299.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Gnilane Ndiaye DIOUF

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers

Bureau de Thiès

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le 20 décembre 2012 à 10 heures 00 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Ivaouane consistant en un terrain urbain à usage d'habitation d'une contenance de douze ares douze centiares (12a 12ca) et borné de tous côtés par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Conservateur de la Propriété foncière de Thiès, Place de France, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal suivant réquisition du 19 mai 2009, n° 991.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Pascal DIONI

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association « SOLIDARITE EDUCATION ».

Objet :

- consolider les liens naturels de fraternité, d'entente et de solidarité existant entre les membres et s'organiser pour parler d'une seule voix ;
- préserver et développer le patrimoine culturel légué par leur défunt père ;
- offrir un cadre unifié de concertation, de coordination et de travail harmonisé entre les différents éléments qui gravitent autour de ce patrimoine ;
- entretenir des relations d'entente, d'amitié et de solidarité entre les membres ;
- collaborer avec toutes les personnes physiques ou morales ayant pour but la promotion de la solidarité et de l'éducation et participer à toute entreprise favorisant le développement économique, social et spirituel du Sénégal.

Siège social : Quartier Fass Fikh a Bargny

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargés de l'administration et de la direction de l'association

MM. Mouhamadou Lamine Seck, *Président* ;
Seydy Ababacar Seck, *Secrétaire général* ;
M^{rs}. Hadjara Seck, *Trésorière générale*.

Récépissé de déclaration d'association n° 15.716
MINT DGAT DI P DLA en date du 11 octobre 2012.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association « LES RELAIS COMMUNAUTAIRES DE DAROU SALAM » de MBOUR.

Objet

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- lutter contre la malnutrition ;
- sensibiliser la population contre les maladies transmissibles ;

Siège social : Sis au poste de santé du quartier Darou Salam a Mbour

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargés de l'administration et de la direction de l'association

M^{rs} Kartoum Sissokho, *Présidente* ;
Diary Dione, *Secrétaire générale* ;
Awa Fall, *Trésorière générale*

Récépissé de déclaration d'association n° 217 GRI-AS en date du 22 octobre 2012

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION DES EMPLOYES DE LA COMMUNE DE SALY »

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- assurer le dynamisme de l'Amicale en organisant des activités de tout genre ;
- défendre les droits et les intérêts des membres de l'Amicale ;
- assurer la pérennité de l'Amicale ;

Siège social : Sise à Saly Niakh Niakhel chez Lamine Diallo Commune Saly Portudal à Mbour

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargés de l'administration et de la direction de l'association

MM. Mamadou Lamine Diallo, *Président* ;

El Hadji Mamour Sène, *Secrétaire général* ;

M^{me} Dieynaba Thiam, *Trésorière générale*.

Récépissé de déclaration d'association n° 221 GRI-AS en date du 23 octobre 2012.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « YAR KHALEYI AK KHEIALILENE DE MBOUR »

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- promouvoir à l'éducation des enfants en besoin ;
- contribuer au développement de notre localité ;

Siège social : Sise au quartier Baye Deuk, chez son Président Babacar Lô à Mbour

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargés de l'administration et de la direction de l'association

MM. Babacar Lô, *Président* ;

Diaga Sine, *Secrétaire général* ;

Ousmane Dramé, *Trésorier général*

Récépissé de déclaration d'association n° 230 GRI-AS en date du 22 octobre 2012.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « FEDERATION DES DELEGUES DE QUARTIER DU DEPARTEMENT DE MBOUR »

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- lutter contre l'ignorance et la pauvreté ;
- créer et développer entre eux des liens de solidarité de fraternité et activités avec des ORG (nationales et étrangères).

Siège social : Sise Chez Malick Diouf au quartier 11 novembre à Mbour

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargés de l'administration et de la direction de l'association

MM. Malick Diouf, *Président* ;

Mademba Diop, *Secrétaire général* ;

Mouhamadou Habib Kane, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 234 GRI-AS en date du 22 octobre 2012.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION ALLIANCE POUR LE DEVELOPPEMENT APD-MOUVEMENT SAXALNGOR »

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- mettre en oeuvre des programmes de nature à stimuler la croissance à atténuer les inégalités et améliorer les conditions de vie des populations ;
- participer au développement durable ;

Siège social : Sise au quartier Grand Mbour chez son Président Gory Bâ à Mbour.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargés de l'administration et de la direction de l'association

MM. Gory Bâ, *Président* ;

M^{me} Anna Faye, *Secrétaire générale* ;

Khadiata Athie, *Trésorière générale*.

Récépissé de déclaration d'association n° 237 GRI-AS en date du 22 octobre 2012.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « PATTE D'OIE FAMILY »

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- participer au développement et aux activités culturelles, sportives, environnementales et sanitaires de notre localité ;

Siège social : Situé au quartier Darou Salam à Mbour chez Amadou Bâ à Mbour

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargés de l'administration et de la direction de l'association

MM. Idy Sow, *Président :*

Saliou Sarr, *Secrétaire général :*

Moussa Faye, *Trésorier général.*

Récépissé de déclaration d'association n° 238 GR1-AS en date du 22 octobre 2012.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION SÉNÉGALAISE D'ENTRAIDE POUR LE DÉVELOPPEMENT » « ASEID SIGGI »

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et de créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- participer activement au développement du Sénégal au-delà ;
- Initier des projets pour les populations défavorisées ;
- s'investir dans les domaines de l'éducation, de l'environnement, de l'assainissement, etc.

Siège social : Villa n° 962, près de l'IPRES, quartier Sara Ndiougary - Kaolack

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargés de l'administration et de la direction de l'association

MM. El Hadji Malick Faye, *Président :*

Souleymane Bâ, *Secrétaire général :*

Mamadou Salif Wane, *Trésorier général.*

Récépissé de déclaration d'association n° 15.623 MINUDGAI DIPDIA en date du 25 juillet 2012.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « REGROUPEMENT DES ÉLEVEURS DE LA COMMUNAUTÉ RURALE DE MALICOUNDA » de Gandiol

Objet :

- d'unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- participer au développement d'un élevage moderne ;
- sensibiliser les populations pour améliorer leurs conditions de vie.

Siège social : Situé au village de Gandiol à Nianing chez son président Guedji Senghor à Mbour

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargés de l'administration et de la direction de l'association

MM. Guedji SENGHOR, *Président :*

Ngor DIOUF, *Secrétaire général :*

Mamadou BA, *Trésorier général*

Récépissé de déclaration d'association n° 242 GR1-AS en date du 6 novembre 2012.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION DES RÉSIDENTS DE LA CITE DES ENSEIGNANTS DU SUPÉRIEUR »

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- créer le bien-être dans la cité ;
- favoriser l'épanouissement des résidents

Siège social :
A la place Mz 216 Fenêtre Mermoz

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargés de l'administration et de la direction de l'association

MM. Moustapha TAMBA, *Président :*

Libasse NIANG, *Secrétaire général :*

Malick FAYE, *Trésorier général*

Récépissé de déclaration d'association n° 212 GRD-AA-ASO en date du 8 novembre 2012.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « LUMIERE D'AFRIQUE »

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- promouvoir la culture comme la danse et le théâtre ;
- assister ses membres aux événements malheureux ou heureux ;

Siège social : Sis au quartier Laope à Saly Portudal chez Mme Couma Guéye - Mbour

COMPOSITION DU BUREAU

Le Bureau est composé de :

M. Max Mane, *Président* ;

Mme Salie Toure, *Secrétaire générale* ;

M. Alphousseyne Aidara, *Trésorier général*.

Recepissé de déclaration d'association n° 000251 GRI-AS en date du 9 novembre 2012.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ET DE DAARA DIAGNE »

Objet :

- unir les jeunes du village animés d'un même idéal et de créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- contribuer à l'auto promotion dans divers créneaux porteurs (agriculture, élevage et commerce) ;
- lutter contre la pauvreté en suscitant des actions économiques en faveur des couches défavorisées du village ;
- promouvoir l'éducation et la santé des populations et des villages environnants.

Siège social : Daara Diagne

Communauté rurale Nguidille

Tel : 76 582 01 56 - 77 641 51 94

COMPOSITION DU BUREAU

Le Bureau est composé de :

M. Mamadou DIAGNE, *Président* ;

M. Fatou TO, *Secrétaire générale* ;

M. Ndiaga DIAGNE, *Trésorier général*.

Recepissé de déclaration d'association n° 1174 GRI-CONI en date du 27 décembre 2011.

ANNONCES

Les annonces judiciaires et celles émanant d'autorités publiques sont insérées sous cette rubrique, conformément à la loi.

Etude de M Daniel Sedar Senghor et Jean Paul Sarr
notaires associés
13-15, rue Colbert - BP 327 - Dakar (Senegal)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription portant sur le titre foncier n° 3.905-DG, devenu n° 5.351-DK au profit de la « Banque internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal », (B.I.C.I.S.) 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription portant sur le titre foncier n° 10.963-BP au profit de la « Société générale de Banques au Sénégal » (SGBS). 1-2

M. Thioub et Ndour, *avocats à la Cour*
11 Avenue Peytavin - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1639-DK sis au 12 Rue Wagane Diouf appartenant à la dame Soullange Gioud. 1-2

Etude de M. Papa Ismaël Ka & M. Moune Ka
notaires associés
91, Rue Félix Faure - BP 2899 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier numéro huit mille cinq cent soixante cinq (8.565-DG) de la Commune de Dakar-Goree, en cours de transfert au livre foncier de Ngor - Almadies appartenant au sieur Souleymane Loum. 1-2

Etude de M Edmond BADIO, *notaire*
Boulevard de la Gouvernance - BP 520 - Fatick

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 123 de Cercle de Louga appartenant aux « L'ABISSINIENS LACOSTE & Cie ». 1-2

10 novembre 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1343

M^r Youssoupha Camara, *avocat à la Cour*
44, Avenue Malick Sy - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 10806-DG devenu 7034 NGA aux noms des sieurs ~~Mbaye~~ Gnièye dit Tamsir, Babacar Ndiaye, Mamadou Ndiaye et Abdou Wane Ndiaye.

1-2

M^r Ndèye Fatou Touré, *avocat à la Cour*
Boulevard Martin Luther King (Corniche-Ouest)
angle Rue 09 - BP. 7696 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1780 Baol appartenant à feu Mamadou Mara.

1-2

Etude de M Mamadou Sène
avocat à la Cour
Rue du Docteur Carvalho - Ziguinchor

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte des titres fonciers numéros 919-BC et 1219-BC appartenant au sieur Mohamed Ndiaye.

1-2

Etude de M Baboucar CISSI
avocat à la Cour
Corniche Ouest x Rue 15 Medina
Immeuble Adja Khady Sylla - BP 11747
Dakar - PESTAVIN

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte des titres fonciers n° : 262 DP; 263 DP; 264 DP; 286 DP; 277 DP; 4726 DP appartenant à la Société Nationale d'Habitats à Loyers Modérés (SNHLM)

1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 868 Foncier d'une superficie de quatre cent trente quatre mètres cent cinquante appartenant au sieur El Hadji Mamadou Sylla

1-2

PRIMATURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.
Le numéro 6675 du *Journal officiel* en date du 12 juillet 2012 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, le 13 juillet 2012.

Le Secrétaire général du Gouvernement,

Seydou GUEYE

PRIMATURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.
Le numéro 6678 du *Journal officiel* en date du 28 juillet 2012 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, le 08 octobre 2012.

Le Secrétaire général du Gouvernement,

Seydou GUEYE

PRIMATURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.
Le numéro 6696 du *Journal officiel* en date du 8 novembre 2012 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, le 8 novembre 2012.

Le Secrétaire général du Gouvernement,

Seydou GUEYE

RUEFISQUEL - Imprimerie nationale DL n° 6644
